



Rapport financier trimestriel

Premier trimestre de 2022



Table des matières

Rapport de gestion.....	3
1. Base de la préparation de l'information financière	3
2. Résultats de l'État des résultats et du résultat global	3
3. Résultats principaux de l'État de la situation financière.....	6
4. Changements par rapport au Sommaire du plan d'entreprise.....	7
5. Crédits parlementaires.....	8
6. Gestion du risque	8
7. Modifications importantes	9
Déclaration de responsabilité de la direction	10
États financiers intermédiaires non audité.....	11
Notes afférentes aux états financiers intermédiaires non audité	15



Rapport financier du premier trimestre

Rapport de gestion

La discussion et les analyses qui suivent portent sur les résultats et la situation financière de la Commission canadienne du lait (CCL) pour le trimestre se terminant le 31 octobre 2021 et devraient être lues à la lumière des états financiers ci-joints et du rapport annuel 2020-2021.

1. Base de la préparation de l'information financière

Cette discussion a été préparée conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor (Norme du Conseil du Trésor). Elle ne constitue pas un rapport de gestion complet. Il est présumé que l'information fournie dans le rapport annuel de la Commission canadienne du lait 2020-2021 s'applique au trimestre actuel à moins d'indication contraire.

Les états financiers ne sont pas vérifiés. Ils ont été préparés en dollars canadiens conformément à la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34) et à la Norme du Conseil du Trésor. Cette discussion, de même que les états financiers qui l'accompagnent, ont été revus et approuvés par les membres du conseil d'administration de la CCL.

2. Résultats de l'État des résultats et du résultat global

Ventes et coûts des ventes

(en milliers)	Pour les trois mois terminé le		
	31 oct. 2021	31 oct. 2020	Variation (\$)
Ventes	88 494 \$	72 837 \$	15 657 \$
Coût des marchandises vendues	88 267 \$	70 651 \$	17 616 \$
Frais de transport et de possession	791 \$	1 039 \$	(248) \$
Charges financières	32 \$	58 \$	(26) \$
Marge brute (perte) sur les ventes au Canada	(596) \$	1 089 \$	(1 685) \$

La CCL achète et vend du beurre pour équilibrer l'approvisionnement en produits laitiers sur le marché intérieur tout au long de l'année.

Les ventes au cours du premier trimestre de l'année sont plus élevées comparativement à la même période l'an dernier parce que les ventes de beurre du Plan B ont été plus élevées. Cette hausse des ventes n'a eu aucun effet significatif sur la marge brute (perte), car le beurre vendu par la CCL durant le premier trimestre de l'année dans le cadre des Programmes intérieurs de saisonnalité (beurre des Plans A et B) a été acheté et vendu au prix de soutien. L'an dernier, la CCL avait déclaré une marge brute pour le premier trimestre étant donné qu'une partie du beurre du Plan A vendu avait été acheté par la CCL à un prix inférieur au prix de soutien.



Il importe de noter que les frais de transport et de possession, ainsi que les charges financières, des Programmes intérieurs de saisonnalité continuent d'être entièrement recouvrables auprès du marché et des producteurs grâce au financement provenant des mises en commun. Par conséquent, l'incidence des activités de ventes sur le résultat global total est limitée à l'écart entre les recettes provenant des ventes et le coût des ventes.

Autres produits

(en milliers)	Pour les trois mois terminés le		
	31 oct. 2021	31 oct. 2020	Variation (\$)
Financement provenant des mises en commun	2 749 \$	2 778 \$	(29) \$
Financement par le gouvernement du Canada	1 104 \$	1 050 \$	54 \$
Services professionnels	8 \$	- \$	8 \$
Total des autres produits	3 861 \$	3 828 \$	33 \$

Le financement provenant des mises en commun représente le financement obtenu des producteurs et du marché, et sert à financer une partie des frais d'administration de la CCL, l'étude sur le coût de production, les frais de possession des stocks de beurre du Plan A et du Plan B, les coûts du programme du fromage du Plan C et toute dépense recouvrable engagée par les comités de l'industrie.

Le financement provenant du gouvernement du Canada désigne le financement reçu par l'entremise des crédits parlementaires et est comptabilisé comme autres produits lorsque des dépenses administratives financées par le gouvernement sont engagées. Pour plus d'informations concernant les crédits parlementaires, veuillez consulter la section 5 du Rapport de gestion.

Les services professionnels comprennent les revenus obtenus grâce au recouvrement des coûts associés aux audits de l'utilisation du lait et à l'indemnisation reçue pour l'administration du Programme de paiements directs pour les producteurs laitiers (PPDPL) au nom d'Agriculture et Agroalimentaire Canada. Les revenus provenant des services d'audit sont comptabilisés lorsque les rapports d'audit sont soumis, et les revenus provenant des services administratifs le sont lorsque les coûts d'administration sont engagés.



Charges opérationnelles et frais d'administration

(en milliers)	Pour les trois mois terminés le		
	31 oct. 2021	31 oct. 2020	Variation (\$)
<i>Charges opérationnelles</i>			
Initiatives de l'industrie	31 \$	11 \$	20 \$
Étude sur le coût de production	213 \$	211 \$	2 \$
Coût du programme du Plan C	122 \$	162 \$	(40) \$
Autres charges	52 \$	- \$	52 \$
Total des charges opérationnelles	418 \$	384 \$	34 \$
<i>Frais d'administration</i>			
Salaires et avantages du personnel	1 958 \$	1 867 \$	91 \$
Autres frais d'administration	332 \$	354 \$	(22) \$
Total des frais d'administration	2 290 \$	2 221 \$	69 \$
Total des charges opérationnelles et des frais d'administration	2 708 \$	2 605 \$	103 \$

Charges opérationnelles

Le poste *Initiatives de l'industrie* comprend des dépenses relatives aux divers programmes de la CCL qui profitent à l'industrie, comme le Fonds d'investissement partagé (FIP), l'Initiative pour le développement de la main-d'œuvre (IDM).

Le poste *Étude du coût de production* comprend des dépenses relatives au sondage annuel sur le coût de production. La CCL utilise les résultats de ce sondage pour établir les prix de soutien.

Le poste *Coûts du programme du Plan C* comprend les frais de possession, d'assurance et d'intérêt engagé pour le fromage acheté dans le cadre de ce programme.

Le poste *Autres charges* comprend principalement des crédits provenant de la contribution de la CCL à l'étude sur le coût de production, des frais engagés par la CCL au nom des mises en commun du lait et des frais bancaires pour les comptes des mises en commun, ainsi que les gains ou les pertes non réalisés sur des contrats de change non exécutés en date de l'état de la situation financière, le cas échéant.

Frais d'administration

Les salaires et avantages sociaux des employés représentent la majeure partie des frais d'administration. Les autres frais d'administration sont composés surtout de l'amortissement de l'actif au titre du droit d'utilisation du contrat de location des bureaux, des services professionnels et spécialisés ainsi que des frais de soutien administrative.



3. Résultats principaux de l'État de la situation financière

Stocks

Au 31 octobre 2021, la valeur des stocks s'élève à 63,90 M\$ comparativement à 110,70 M\$ au 31 juillet 2021.

Le total des stocks de beurre au 31 octobre 2021 est d'environ 7 350 tonnes, ce qui représente une baisse d'environ 5 400 tonnes depuis le 31 juillet 2021. Cela est le résultat d'un cycle saisonnier normal impliquant une augmentation graduelle des stocks de beurre au printemps et en été, et ensuite une diminution jusqu'à la période des Fêtes en décembre, lorsque les fabricants rachètent une partie importante du beurre du Plan B de la CCL pour répondre à l'augmentation de la demande des consommateurs pour le beurre.

Accords de rachat du Plan C

La CCL administre le Plan C pour le fromage, un programme d'entreposage et de rachat, au nom du CCGAL. Les achats effectués en vertu de ce programme sont assujettis à l'activation temporaire du programme lorsqu'il y a des surplus de lait en raison de circonstances particulières.

Lorsque le programme est activé, les transformateurs peuvent vendre des fromages admissibles à la CCL par l'entremise d'accords de rachat qui obligent les transformateurs à racheter le fromage au même prix et avant une date déterminée.

En vertu des normes nationales d'information financière (IFRS), la CCL doit comptabiliser ces achats en tant qu'actif financier plutôt que comme des stocks, car d'un point de vue comptable, le transfert du contrôle est réputé ne pas avoir eu lieu. Cet actif financier est déclaré au poste Accords de rachat en Plan C dans l'état de la situation financière. Le fromage est considéré comme étant détenu en garantie de l'actif financier.

Au 31 octobre 2021, le solde des accords de rachats du Plan C s'élève à 17,66 M\$ comparativement à 18,93 M\$ au 31 juillet 2021. La quantité de fromage détenue en garantie pour ces accords de rachat s'élève à 1 962 tonnes au 31 octobre 2021.

Emprunts auprès du gouvernement du Canada

Il existe une corrélation directe entre les variations du solde des emprunts auprès du gouvernement du Canada et les variations du total du solde des stocks et du solde des accords de rachat du Plan C, car ces actifs sont financés par les prêts.

L'emprunt auprès du gouvernement du Canada au 31 octobre 2021 était de 41,69 M\$ comparativement à 85,82 M\$ au 31 juillet 2021. La diminution globale du total du solde des stocks et du solde des accords de rachat du Plan C a fait baisser les besoins d'emprunt en prêts.



Flux de trésorerie

(en milliers)	Pour les trois mois terminés le	
	31 oct. 2021	31 oct. 2020
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	46 551 \$	26 335 \$
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	(44 135) \$	(26 823) \$
Diminution (augmentation) nette du découvert bancaire	2 416 \$	(488) \$
Découvert bancaire net au début de l'exercice	(10 352) \$	(4 523) \$
Découvert bancaire net à la fin de l'exercice	(7 936) \$	(5 011) \$

La trésorerie de la CCL au 31 octobre 2021 affiche un découvert de 7,94 M\$ comparativement à un découvert bancaire de 5,01 M\$ au 31 octobre 2020. Cela représente une diminution de la position nette de la trésorerie de 2,93 M\$.

Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles

Les entrées de trésorerie nettes liées aux activités opérationnelles pour les trois premiers mois de l'année se sont élevées à 46,55 M\$ contre 26,34 M\$ pour la même période l'an dernier.

La variation de 20,21 M\$ des entrées de trésorerie nettes liées aux activités opérationnelles s'explique principalement par plus d'entrées de trésorerie découlant de la vente de stocks de beurre au cours de la période.

Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités de financement pour les trois premiers mois de l'année se sont élevées à 44,14 M\$ contre 26,82 M\$ durant la même période l'an dernier.

Les activités de financement de la CCL sont directement liées à ses opérations commerciales quotidiennes puisque l'emprunt auprès du gouvernement du Canada, la principale composante des activités de financement, varie quotidiennement selon la position de trésorerie de la CCL à la clôture chaque jour. Par conséquent, la variation de 17,32 M\$ du flux de trésorerie liée aux activités de financement s'explique par plus d'entrées de trésorerie découlant des activités commerciales ce qui, en retour, a donné lieu à plus d'emprunts remboursés.

4. Changements par rapport au Sommaire du plan d'entreprise

Les principaux éléments qui pourraient influencer le budget déclaré dans le Sommaire du plan d'entreprise sont la production totale de lait de transformation, les besoins totaux, les prix de soutien et les conditions du marché mondial pour la vente de produits laitiers. Tout changement important à ces principales hypothèses pourrait influencer les résultats prévus au budget.

La production totale de lait pour les 12 mois les plus récents a atteint 397,4 M de kg de matière grasse. Selon les prévisions, les besoins totaux pour les 12 mois se terminant en décembre 2021 devraient s'élever à 416,6 M de kg de matière grasse. Bien que la production au premier trimestre de 2021 soit plus faible que prévu, une forte croissance est anticipée pour les derniers mois de l'année civile.

Les stocks de la CCL et les stocks privés s'élevaient à 26 929 tonnes au 31 octobre 2021.



La pandémie de COVID-19 a provoqué des fluctuations imprévues et rapides de la demande pour plusieurs produits laitiers clés. Depuis mars 2020, la chaîne d'approvisionnement laitière entière a travaillé assidûment afin d'assurer une offre de lait et de produits laitiers suffisante, tout en mettant en œuvre des mesures pour faire correspondre la production à la demande en cette période sans précédent.

5. Crédits parlementaires

Les crédits parlementaires sont accordés à la CCL pour financer ses dépenses de fonctionnement dans le cadre de ses programmes. Par conséquent, la CCL utilise ce financement du gouvernement du Canada pour financer une partie de ses frais administratifs. Le reste des frais d'administration est financé par les producteurs laitiers, les opérations commerciales et le marché.

Les crédits parlementaires sont octroyés en fonction de l'exercice financier du gouvernement du Canada, qui s'étend d'avril à mars, alors que les fonds sont utilisés et déclarés dans les rapports financiers de la CCL conformément à l'année laitière, d'août à juillet. La CCL présente l'utilisation des crédits dans les Comptes publics du Canada à la fin de chaque exercice financier gouvernemental.

Les crédits parlementaires sont comptabilisés comme autres produits dans l'état des résultats et du résultat global lorsque des dépenses associées aux programmes sont engagées. Le montant des crédits reçu chaque mois équivaut au montant des crédits comptabilisés comme revenu pour le même mois, il n'y a donc pas de montant de crédits à recevoir ni de montant de crédits reportés reçus.

Le tableau suivant montre les crédits parlementaires autorisés pour l'exercice financier du gouvernement du Canada qui s'échelonne d'avril 2021 à mars 2022, et le reste de la portion disponible à partir du début du prochain trimestre jusqu'à la fin de mars 2022.

	En date du
(en milliers)	31 oct. 2021
Crédits parlementaires accordés - avril 2021 à mars 2022	4 094 \$
Montant comptabilisé comme revenu et reçu au cours de l'exercice précédent	1 150 \$
Montant comptabilisé comme revenu et reçu au cours de l'exercice en cours	1 104 \$
Total des crédits parlementaires comptabilisés comme revenu et qui ont été reçus	2 254 \$
Crédit parlementaires disponibles - novembre 2021 à mars 2022	1 840 \$

6. Gestion du risque

Le 10 mars 2021, le conseil d'administration de la CCL a adopté le nouveau profil des risques d'entreprise pour l'année laitière 2021-2022. Le risque lié à la perte de la mémoire institutionnelle et à la surcharge de travail en raison de retraites ou de départs, et au manque de remplaçants pour les fonctions essentielles a été défini comme étant un risque élevé, surtout parce que les titulaires de quelques postes clés prendront leur retraite prochainement. Pour atténuer ce risque, la CCL a entrepris une évaluation exhaustive de ses besoins en main-d'œuvre pour les prochaines années. Le Plan de RH qui sera établi comprendra une version actualisée du plan de relève pour les postes clés. La cybersécurité continue d'être source de préoccupation, mais grâce



au soutien des agences centrales du gouvernement, elle est considérée comme étant un risque modéré. Ce risque est surveillé en permanence par l'équipe de TI. La CCL poursuit la mise en œuvre de la Politique du gouvernement sur la sécurité.

7. Modifications importantes

Entre le 1^{er} août 2021 et le 31 octobre 2021, les changements importants suivants ont été constatés dans les domaines des opérations, des initiatives de l'industrie et des programmes, du personnel, des objectifs et du conseil d'administration comparativement au Sommaire du plan d'entreprise.

Opérations, initiatives de l'industrie et programmes	En raison de la pandémie de COVID-19, le personnel de la CCL a travaillé de la maison et les réunions ont été tenues virtuellement durant le trimestre. Malgré cette situation, la CCL a continué d'offrir tous ses programmes et services habituels à l'industrie laitière et elle a continué de collaborer avec les autres ministères du gouvernement.
Personnel	La CCL a embauché des auditeurs supplémentaires pour fournir des services d'audit aux provinces qui étaient auparavant servies par d'autres organisations.
Objectifs	Aucun changement important au cours de ce trimestre.
Conseil d'administration	Aucun changement important au cours de ce trimestre. Le mandat du président prendra fin durant le prochain trimestre et le gouvernement a lancé un processus pour nommer un successeur.



Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels conformément à la Directive du Conseil du Trésor du Canada sur les normes comptable : *GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* et à la Norme comptable internationale (IAS) : *34 Information financière intermédiaire*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non vérifiés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la société, à la date et pour les périodes considérées dans les états financiers trimestriels.

Original signé par

Serge Riendeau, Chef de la direction

Chantal Laframboise, Directrice, Finances et administration

Ottawa, Canada

14 décembre 2021

Commission canadienne du lait

État de la situation financière

(unaudited)

(en milliers de dollars canadiens)

	En date du	
	31 octobre 2021	31 juillet 2021
Actif		
Actifs courants		
Trésorerie	7 \$	136 \$
Clients et autres débiteurs		
Comptes clients	617	665
Avances aux agences et offices provinciaux de mise en marché du lait (Note 4)	7 943	10 488
Mises en commun	1 837	2 138
Actif dérivé - contrats de change	-	23
Stocks (note 5)	63 896	110 696
Accords de rachat du Plan C (note 6)	14 276	8 212
	<u>88 576</u>	<u>132 358</u>
Actifs non courants		
Accords de rachat du Plan C (note 6)	3 386	10 719
Matériel	34	41
Immobilisations incorporelles	71	78
Actif au titre du droit d'utilisation (note 7)	1 906	1 994
	<u>93 973 \$</u>	<u>145 190 \$</u>
Passif		
Passifs courants		
Découvert bancaire (note 8)	7 943 \$	10 488 \$
Fournisseurs et autres créditeurs		
Comptes fournisseurs et charges à payer (Note 9)	14 986	20 175
Distribution aux agences et offices provinciaux de mise en marché du lait	3 300	3 300
Autres créditeurs	752	861
Revenu reporté (note 10)	1 123	921
Passif dérivé - contrats de change	-	4
Emprunts auprès du gouvernement du Canada (note 11)	41 686	85 821
	<u>69 790</u>	<u>121 570</u>
Passifs non courants		
Obligation locative (note 7)	2 027	2 021
Capitaux propres		
Résultats non distribués	22 156	21 599
	<u>93 973 \$</u>	<u>145 190 \$</u>
Engagements (note 16)		

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Ces états financiers ont été approuvés et leur publication autorisée le 14 décembre 2021.

Le chef de la direction,
Serge Riendeau

Le président,
Robert Ingratta

La directrice, Finances et administration,
Chantal Laframboise

Commission canadienne du lait

État des résultats et du résultat global

(unaudited)

(en milliers de dollars canadiens)

	Pour les trois mois terminé le	
	31 octobre 2021	31 octobre 2020
Ventes et coûts des ventes au Canada		
Ventes (note 13)	88 494 \$	72 837 \$
Coût des marchandises vendues	88 267	70 651
Frais de transport et de possession	791	1 039
Charges financières	32	58
Marge brute (perte) sur les ventes au Canada	<u>(596)</u>	<u>1 089</u>
Autres produits		
Financement provenant des mises en commun (note 13)	2 749	2 778
Financement par le gouvernement du Canada	1 104	1 050
Services professionnels (note 13)	8	-
	<u>3 861</u>	<u>3 828</u>
Total de la marge brute (perte) sur les ventes au Canada et autres produits	<u>3 265</u>	<u>4 917</u>
Charges opérationnelles		
Initiatives de l'industrie	31	11
Étude sur le coût de production	213	211
Coût du programme du Plan C (note 6)	122	162
Autres charges	52	-
	<u>418</u>	<u>384</u>
Frais d'administration		
Salaires et avantages du personnel (note 14)	1 958	1 867
Autres frais d'administration	332	354
	<u>2 290</u>	<u>2 221</u>
Total des charges opérationnelles et des frais d'administration	<u>2 708</u>	<u>2 605</u>
Résultat avant distribution aux agences et offices provinciaux de mise en marché du lait	<u>557</u>	<u>2 312</u>
Distribution aux agences et offices provinciaux de mise en marché du lait	-	-
Résultat net et résultat global total	<u>557 \$</u>	<u>2 312 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Commission canadienne du lait

État des variations des capitaux propres

(unaudited)

(en milliers de dollars canadiens)

	Pour les trois mois terminé le	
	31 octobre 2021	31 octobre 2020
Résultats non distribués au début de l'exercice	21 599 \$	19 153 \$
Résultat global total de l'exercice	557	2 312
Résultats non distribués à la fin de l'exercice	22 156 \$	21 465 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Commission canadienne du lait

État des flux de trésorerie

(unaudited)

(en milliers de dollars canadiens)

	Pour les trois mois terminé le	
	31 octobre 2021	31 octobre 2020
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		
Entrées de trésorerie - clients et autres	89 009 \$	68 730 \$
Sorties de trésorerie - fournisseurs et autres	(50 390)	(35 906)
Entrées de trésorerie - agences et offices provinciaux de mise en marché du lait pour la mise en commun	5 595	3 649
Sorties de trésorerie - distribution aux agences et offices provinciaux de mise en marché du lait	-	(1 250)
Entrées de trésorerie - gouvernement du Canada	1 104	1 050
Intérêts versés sur les emprunts et le contrat de location	(36)	(73)
Entrées de trésorerie - accords de rachat du Plan C	1 269	65
Sorties de trésorerie - accords de rachat du Plan C	-	(9 930)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	46 551	26 335
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Nouveaux emprunts auprès du gouvernement du Canada	36 699	29 520
Remboursements d'emprunts au gouvernement du Canada	(80 834)	(56 343)
Paiements en capital sur le contrat de location	-	-
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	(44 135)	(26 823)
Augmentation nette du découvert bancaire	2 416	(488)
Découvert bancaire net au début de l'exercice	(10 352)	(4 523)
Découvert bancaire net à la fin de l'exercice	(7 936) \$	(5 011) \$
Éléments :		
Trésorerie	7 \$	50 \$
Découvert bancaire	(7 943)	(5 061)
Découvert bancaire net	(7 936) \$	(5 011) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Notes afférentes aux états financiers

1. Pouvoirs et objectifs

La Commission canadienne du lait (CCL) a été créée en 1966 en vertu de la *Loi sur la Commission canadienne du lait*. La CCL est une société d'État fédérale désignée à la partie I de l'annexe III et à l'annexe IV de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Elle n'est pas soumise aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Elle est mandataire de Sa Majesté la Reine du chef du Canada et rend compte au Parlement par l'entremise de la ministre d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

La CCL a pour objectif de permettre aux producteurs de lait dont l'entreprise est efficace d'obtenir une juste rétribution de leur travail et de leur investissement et d'assurer aux consommateurs un approvisionnement continu et suffisant de produits laitiers de qualité. Pour atteindre ces objectifs, elle travaille de près avec le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait (CCGAL), qu'elle préside, de même qu'avec les gouvernements provinciaux et les agences et offices provinciaux de mise en marché du lait. Cette collaboration est encadrée par des ententes fédérales-provinciales.

La CCL est en partie financée par des crédits parlementaires. À ceux-ci s'ajoutent des fonds provenant des producteurs laitiers, du marché et des opérations commerciales de la CCL.

Directive sur les dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements

En juillet 2015, la CCL a reçu une directive (C.P. 2015-1104) en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Celle-ci demandait à la CCL d'aligner ses politiques, ses lignes directrices et ses pratiques sur les dépenses de voyages, d'accueil et de conférences et d'événements aux politiques, directives et instruments connexes du Conseil du Trésor touchant les dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements d'une manière conforme à ses obligations légales. On lui a également demandé de faire rapport sur la mise en œuvre de cette directive dans le Plan d'entreprise de la CCL. Au 31 octobre 2021, la CCL continuait de respecter les exigences de cette directive.

2. Base de l'établissement des états financiers

Déclaration de conformité

Les états financiers sont préparés en suivant les Normes internationales d'information financière (IFRS).

Le conseil d'administration de la CCL a adopté et autorisé la publication des états financiers le 14 décembre 2021.

Commission canadienne du lait

Notes afférentes aux états financiers

31 octobre 2021

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Règles de présentation

Les états financiers ont été préparés sur la base du coût historique, comme cela est indiqué dans les méthodes comptables décrites ci-après, sauf lorsque les IFRS permettent des exceptions ou que les présentes notes indiquent le contraire.

Période de présentation de l'information financière

Les rapports de la CCL sont basés sur l'année laitière qui débute le 1^{er} août et prend fin le 31 juillet.

La période considérée dans ces états financiers provisoires et les notes complémentaires est pour la période de trois mois qui s'étend du 1^{er} août 2021 au 31 octobre 2021.

Sources d'incertitude relative aux estimations et jugements critiques clés

La préparation d'états financiers conformes aux IFRS exige de la direction qu'elle fasse preuve de jugement, établisse des estimations et pose des hypothèses ayant une incidence sur les montants de l'actif et du passif présentés, sur les informations fournies sur les actifs et les passifs éventuels à la date des états financiers et sur les montants des produits et des charges présentés au cours de la période de présentation. Les domaines où la direction doit faire preuve de jugement et utiliser davantage les estimations et les hypothèses sont décrits plus en détail ci-dessous. La CCL a aussi pris en compte l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur l'évaluation de ses actifs et a déterminé que leur valeur a été évaluée comme il convient et qu'aucune dépréciation n'est requise.

Les jugements comptables les plus importants portés par la direction sont décrits ci-dessous :

Revenus provenant du Programme de paiements directs pour les producteurs laitiers

Le gouvernement du Canada s'est engagé à verser des paiements de compensation aux producteurs laitiers admissibles par l'entremise du Programme de paiements directs pour les producteurs laitiers (PPDPL) pour les concessions en matière d'accès au marché faites en vertu de certains accords commerciaux. Le total des paiements de compensation accordés par le gouvernement s'élevait à 345 M\$ en 2020 et à 468 M\$ en 2021, et s'élèveront à 469 M\$ en 2022 et à 468 M\$ en 2023. Dans le cadre du programme, Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) a confié à la CCL le mandat d'administrer le PPDPL pour ces quatre années gouvernementales. AAC fournit du financement administratif à la CCL pour financer l'administration du programme selon le principe de recouvrement des coûts.

En tant que mandataire au nom d'AAC lorsqu'elle administre le programme, les revenus en provenance du PPDPL comptabilisés par la CCL sont donc limités au financement administratif.

Commission canadienne du lait

Notes afférentes aux états financiers

31 octobre 2021

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Le moment où les obligations de prestation sont satisfaites et les coûts marginaux dans les contrats avec les clients

Les contrats de la CCL contiennent chacun une seule obligation de prestation qui est, dans la majorité des cas, satisfaite à un moment précis durant l'année. La CCL avait deux contrats contenant une obligation de prestation remplie progressivement, soit l'administration des ententes de mise en commun et l'administration du Programme de paiements directs pour les producteurs laitiers (PPDPL). En ce qui concerne le contrat pour l'administration des ententes de mise en commun, la direction a déterminé que la satisfaction de cette obligation de prestation est atteinte mensuellement, lorsque les calculs de mise en commun sont effectués. Quant au contrat pour l'administration du PPDPL, la direction a déterminé que la satisfaction de cette obligation de prestation est atteinte progressivement au fur et à mesure que la CCL engage des frais d'administration recouvrables.

Étant donné que les obligations de prestation des contrats de la CCL sont satisfaites au sein d'une année, la CCL considère les coûts marginaux d'obtention des contrats comme étant des charges lorsqu'ils sont engagés.

Classement du beurre du Plan A & B

En vertu de l'article 9(1) de la *Loi sur la Commission canadienne du lait*, la CCL administre les programmes intérieurs de saisonnalité qui comprennent l'achat de beurre du Plan A et B. Le beurre du Plan A est acheté des transformateurs qui n'ont pas l'obligation contractuelle de racheter le produit, tandis que le beurre du Plan B est acheté des transformateurs qui ont l'obligation contractuelle de racheter le produit au prix de soutien en vigueur à la fin de la période convenue. Bien que la CCL ait l'habitude d'honorer les demandes de rachat du beurre du Plan B provenant des transformateurs, elle n'est pas contractuellement tenue de revendre le produit aux transformateurs. De plus, la CCL assume les risques importants inhérents à la propriété lorsqu'elle détient le produit, y compris pour le vol et les dommages.

Étant donné que la CCL a la capacité immédiate de décider de l'utilisation et d'obtenir la quasi-totalité des avantages économiques restants de l'actif, et qu'elle assume les risques inhérents à la propriété de l'actif, la direction a conclu que le contrôle du produit est transféré à la CCL. Par conséquent, la CCL comptabilise le beurre acheté en Plan B comme des stocks.

Présentation du contrat de location du bâtiment

La CCL a un contrat de location à titre de preneur pour le bâtiment qu'elle utilise comme locaux à bureaux et comme espace d'entreposage. En concluant que le contrat est ou contient un bail, la direction a porté des jugements dans son évaluation visant à savoir si le bail confère le droit de contrôler le bâtiment, comme démontré lorsque le locataire a le droit d'obtenir la quasi-totalité des avantages économiques et le droit de décider de l'utilisation de l'actif. La direction a aussi exercé des jugements pour déterminer que l'option de renouvellement sera raisonnablement exercée, ce qui augmente la durée du bail.

Commission canadienne du lait

Notes afférentes aux états financiers

31 octobre 2021

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Les éléments les plus importants où la direction a utilisé des estimations et hypothèses sont décrits ci-dessous :

Provision pour dépréciation des stocks

La direction a établi la provision pour la dépréciation des stocks en utilisant des hypothèses. La valeur nette de réalisation des stocks en réserve en fin d'exercice financier est estimée en utilisant le prix du lait sur le marché international et le prix des contrats existants à la fin ou autour de la fin de l'exercice financier. Ces estimations sont revues annuellement et les révisions apportées aux estimations sont comptabilisées, le cas échéant, dans l'état des résultats et du résultat global au cours de la période où elles deviennent connues.

Évaluation des accords de rachat du Plan C

En vertu de l'article 9(1) de la *Loi sur la Commission canadienne du lait*, la CCL administre des programmes, dont le programme du Plan C pour le fromage qui est décrit à la Note 6 – *Programme du Plan C pour le fromage*.

En raison de la nature financière de ces accords, les normes IFRS exigent que la CCL comptabilise les accords de rachat du Plan C en tant qu'actifs financiers. En exerçant son jugement, la direction a déterminé l'évaluation technique à utiliser pour mesurer la juste valeur des accords de rachat du Plan C à leur comptabilisation initiale ainsi que le taux d'actualisation dans le cadre de la technique de l'ajustement du taux d'actualisation.

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les états financiers sont présentés en dollar canadien, qui est à la fois la monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation de la CCL.

3. Principales méthodes comptables

Trésorerie

La trésorerie comprend les fonds déposés auprès d'institutions financières.

Instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés initialement à leur juste valeur. Le classement et les méthodes d'évaluation ultérieure des catégories des instruments financiers sont décrits ci-dessous.

Classement et méthode d'évaluation ultérieure :

Trésorerie	Actif financier évalué au coût amorti
Clients et autres débiteurs	Actif financier évalué au coût amorti
Accords de rachat du Plan C.....	Actif financier évalué au coût amorti
Découvert bancaire.....	Passif financier évalué au coût amorti

Commission canadienne du lait

Notes afférentes aux états financiers

31 octobre 2021

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Fournisseurs et autres créditeurs	Passif financier évalué au coût amorti
Emprunts auprès du gouvernement du Canada	Passif financier évalué au coût amorti
Actifs et passifs financiers dérivés.....	Actif ou passif financier évalué à la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN)

Actifs et passifs financiers évalués au coût amorti

Les actifs et passifs financiers évalués au coût amorti sont évalués à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif.

Accords de rachat du Plan C

Les accords de rachat du Plan C sont comptabilisés en tant qu'actifs financiers. Ces accords sont évalués à leur juste valeur au moment de leur comptabilisation initiale puisque cette valeur est différente du prix de transaction. La CCL calcule la juste valeur de l'actif financier en appliquant la technique de l'ajustement du taux d'actualisation. La méthode du taux d'intérêt effectif est ensuite appliquée pour les évaluations ultérieures.

Instruments financiers dérivés

La CCL utilise des instruments financiers dérivés comme les contrats de change à terme pour contrer les effets négatifs des fluctuations de change liées aux ventes effectuées ou qu'elle prévoit effectuer en devises, ainsi que pour gérer ses soldes et ses besoins de trésorerie. La CCL n'utilise pas des instruments financiers dérivés autonomes à des fins de transaction ou de spéculation. Elle ne désigne pas non plus ses contrats de change à terme comme des éléments de couverture de ses actifs ou passifs sous-jacents, de ses engagements fermes ou de ses transactions prévues et n'applique donc pas la comptabilité de couverture.

Les instruments dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur et sont ultérieurement évalués à leur JVRN à chaque date de clôture. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées comme gains ou pertes au poste *Autres charges* de l'état des résultats et du résultat global. Un instrument dérivé dont la juste valeur est positive est présenté en tant qu'actif financier et, lorsque sa juste valeur est négative, il est présenté en tant que passif financier dans l'état de la situation financière.

Coûts de transaction

Tous les coûts de transaction attribuables à des instruments financiers classés et ultérieurement évalués au coût amorti sont constatés par incorporation au coût d'un actif dans la période au cours duquel ils sont engagés, y compris lors de la comptabilisation initiale. Tous les coûts de transaction attribuables à des instruments financiers classés comme actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisés comme charges dans la période au cours duquel ils sont engagés.

Commission canadienne du lait

Notes afférentes aux états financiers

31 octobre 2021

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Dépréciation

Pour les clients et autres débiteurs, toute provision pour perte doit être évaluée à l'aide de la méthode simplifiée pour les créances clients puisque leurs conditions de paiement ne comprennent pas de composante financière importante. Dans le cadre de l'approche simplifiée, la correction de la valeur pour pertes est évaluée à un montant égal aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie.

Pour les accords de rachat du Plan C, comme le risque de crédit n'a pas augmenté de façon importante depuis la comptabilisation initiale, la correction de la valeur pour perte est évaluée à un montant équivalant aux pertes de crédit attendues pour les douze mois à venir.

Stocks

Les stocks sont comptabilisés au plus faible du coût, qui correspond au prix d'achat, ou à leur valeur nette de réalisation estimative. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti, sauf pour les stocks du Plan B, dont le coût est déterminé sur la base d'une identification spécifique. Toute dépréciation jusqu'à la valeur nette de réalisation fait l'objet d'une reprise si la valeur stocks augmente subséquentement, jusqu'à concurrence du prix d'achat. Le montant de la reprise est comptabilisé comme une réduction du coût des ventes et une augmentation de la valeur nette de réalisation des stocks dans la période au cours duquel la reprise intervient.

Matériel

Le matériel est présenté au coût diminué du cumul des amortissements. Le coût comprend toutes les dépenses mesurables qui sont directement attribuables à l'acquisition et à l'installation du matériel.

L'amortissement est comptabilisé au poste *Autres frais d'administration* à l'état des résultats et du résultat global et commence dès que le matériel est prêt à être mis en service. Il est calculé selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité estimée de l'actif, après déduction de sa valeur résiduelle estimée, comme suit :

Génératrice 10 ans
Matériel informatique..... 3 à 5 ans

Le matériel est examiné annuellement pour déterminer s'il y a des indices de dépréciation ou des changements au chapitre des avantages économiques estimés pour le futur. Si tel est le cas, la valeur comptable du matériel est rajustée en conséquence.

Commission canadienne du lait

Notes afférentes aux états financiers

31 octobre 2021

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Immobilisations incorporelles

Logiciel

Un logiciel développé par la CCL est présenté au coût diminué du cumul des amortissements. Le coût comprend les dépenses mesurables directement attribuables au développement du logiciel, y compris les salaires des employés, les honoraires des consultants et d'autres coûts attribuables à ce projet en particulier.

L'amortissement de l'immobilisation incorporelle est comptabilisé au poste *Autres frais d'administration* à l'état des résultats et du résultat global selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité estimée du logiciel, qui est de dix ans.

Le logiciel est examiné annuellement pour déterminer s'il y a des indices de dépréciation ou des changements au chapitre des avantages économiques estimés futur. Si tel est le cas, la valeur comptable du logiciel est ajustée en conséquence.

Contrat de location – à titre de preneur

À la date de passation d'un contrat, une évaluation est effectuée pour déterminer si celui-ci est ou contient un contrat de location. Si c'est le cas, la CCL comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative dans l'état de la situation financière à la date de début du contrat. Un actif au titre du droit d'utilisation représente le droit du preneur d'utiliser le bien sous-jacent pour la durée du contrat de location, et une obligation locative représente l'obligation du preneur d'effectuer les paiements de loyer en échange du droit d'utiliser le bien sous-jacent.

La CCL ne comptabilise ni un actif au titre du droit d'utilisation, ni une obligation locative pour un contrat de location avec une durée de douze mois ou moins ou un contrat de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur. Les paiements de loyer associés à ces contrats sont comptabilisés comme charges selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location.

Contrats de location du bâtiment

Le contrat de location du bâtiment utilisé comme locaux à bureaux et comme espace d'entreposage est présenté par un actif au titre du droit d'utilisation et par l'obligation locative correspondante. La comptabilisation initiale de ces deux éléments a eu lieu le 1^{er} août 2019, conformément aux dispositions transitoires de la norme *IFRS 16 - Contrats de location*.

La valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation est présentée au coût diminué du cumul des amortissements. Le coût comprend le montant initialement évalué pour l'obligation locative. Il n'y avait aucun loyer payé d'avance ou à payer qui était comptabilisé relativement à ce contrat de location immédiatement avant la date de première application, d'avantage incitatif à la location reçu ou de coût direct initial, qui autrement aurait été pris en compte dans l'évaluation initiale de l'actif au titre du droit d'utilisation. L'actif au titre du droit d'utilisation est examiné annuellement pour déterminer s'il y a des indices de dépréciation. Si tel est le cas, la valeur comptable est rajustée en conséquence.

Commission canadienne du lait

Notes afférentes aux états financiers

31 octobre 2021

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

La valeur comptable de l'obligation locative est présentée à la valeur actualisée des paiements de loyer qui n'ont pas encore été versés, qui est déterminée à l'aide du taux d'emprunt marginal de la CCL en date de la comptabilisation initiale, augmentée pour tenir compte des intérêts sur l'obligation locative et réduite pour refléter les paiements de loyer effectués à la date des états financiers.

L'amortissement de l'actif au titre du droit d'utilisation et de l'intérêt sur l'obligation locative sont comptabilisés au poste *Autres frais d'administration* à l'état des résultats et du résultat global. Il est calculé selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location. Le taux d'intérêt sur l'obligation locative est le même que celui utilisé lors de la comptabilisation initiale de l'obligation locative.

Distribution aux agences et offices provinciaux de mise en marché du lait et recouvrement auprès des agences et offices provinciaux de mise en marché du lait

La CCL administre les Programmes intérieurs de saisonnalité et le Programme du Plan C pour le fromage tout au long de l'année. Les surplus ou les déficits opérationnels générés par ces programmes sont respectivement retournés aux agences et offices provinciaux de mise en marché du lait ou recouverts auprès de ceux-ci annuellement, à la fin de l'année. Dans les deux cas, ils sont comptabilisés dans l'état des résultats et du résultat global dans l'année où ils sont déterminés. Dans le cas d'un surplus opérationnel en fin d'année, le revenu est comptabilisé au poste *Distribution aux agences et offices provinciaux de mise en marché du lait*. Dans le cas d'un déficit opérationnel, le recouvrement est comptabilisé au poste *Recouvrement auprès des agences et des offices provinciaux de mise en marché du lait*.

Revenus provenant de contrats avec des clients

Ventes

Les ventes de beurre au Canada sont comptabilisées comme un revenu à un moment précis lorsque le contrôle du produit est transféré au client. Le contrôle est généralement transféré lorsque le produit est chargé dans le moyen de transport du client aux entrepôts de la CCL, le client étant responsable du transport du produit. Les prix de transaction sont fondés sur le prix de soutien canadien ou sur d'autres prix établis par la CCL.

Les paiements perçus en avance pour la vente de beurre n'ayant pas encore été transféré à l'acheteur à la fin de la période de présentation sont présentés au poste *Revenus reportés* dans l'état de la situation financière.

Financement provenant des mises en commun du lait

En tant que mandataire chargé de l'administration de l'Entente globale sur la mise en commun des revenus du lait (une entente fédérale-provinciale), la CCL recueille et redistribue les revenus des producteurs provenant du marché du lait au nom des agences et offices provinciaux de mise en marché du lait. Pour ces services, la CCL reçoit des producteurs laitiers un montant annuel fixe qui compense les frais liés à l'administration de l'entente. De plus, la CCL reçoit un remboursement pour les frais de possession estimatifs des niveaux normaux des stocks de

Commission canadienne du lait

Notes afférentes aux états financiers

31 octobre 2021

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

beurre et d'autres frais directs, y compris les frais de possession des stocks de beurre excédentaire et les coûts du programme du Plan C pour le fromage. Le financement provenant des mises en commun est comptabilisé progressivement comme un revenu, généralement de façon mensuelle, lorsque les calculs de mise en commun sont effectués et que les revenus des producteurs provenant du marché sont recueillis et redistribués parmi les agences et offices provinciaux de mise en marché du lait.

Services professionnels

Les revenus des services professionnels comprennent les revenus des services d'audit et les revenus des services administratifs rendus dans le cadre du Programme de paiements directs pour les producteurs laitiers (PPDPL).

Les revenus provenant des services d'audit sont comptabilisés à un moment précis lorsque les rapports d'audit sont soumis. Le prix de transaction pour les services d'audit est fondé sur des contrats de service individuels.

En tant que mandataire chargé d'administrer le PPDPL, la CCL prépare et émet les paiements au nom d'AAC. En échange de la prestation de ces services, la CCL a le droit de recevoir des fonds administratifs d'AAC pour compenser les coûts engagés pour administrer le programme. Les revenus provenant des services administratifs sont comptabilisés progressivement sur la base des coûts d'administration recouvrables engagés.

Obligations de prestation

La CCL a choisi d'adopter la mesure de simplification selon laquelle elle ne divulguerait pas de renseignements sur ses obligations de prestation restantes à la fin de la période de présentation étant donné qu'elles font partie de contrats dont la durée initiale attendue ne dépasse pas un an.

Financement par le gouvernement du Canada

Le financement provenant du gouvernement du Canada est alloué par le Parlement pour couvrir certains frais d'administration. Le financement est comptabilisé à titre de revenu dans la période au cours duquel les dépenses sont engagées.

Coût des ventes

Tout le beurre vendu a été acquis par la CCL au prix de soutien canadien ou aux prix qu'elle établit, selon les marchés de revente prévus, à l'exception d'une partie du beurre qu'elle importe à la valeur marchande internationale. Ces coûts sont imputés au coût des ventes lorsque la vente de la marchandise est comptabilisée à titre de revenu.

Autres dépenses

Toutes les autres dépenses sont comptabilisées dans la période au cours duquel elles sont engagées. Les estimations des courus sont effectuées à la fin de chaque période de présentation.

Commission canadienne du lait

Notes afférentes aux états financiers

31 octobre 2021

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Conversion des devises

Les transactions en devises autres qu'en dollars canadiens sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de la transaction. À la fin de chaque période de présentation, les comptes fournisseurs en devises étrangères sont rajustés de manière à refléter le taux de change en vigueur à cette date.

Les différences de change découlant du règlement de transactions en devises étrangères ainsi que les différences de change découlant du rajustement des comptes fournisseurs en devises étrangères à la fin de la période de présentation sont comptabilisées à l'état des résultats et du résultat global au poste *Coût des ventes au Canada*.

Avantages sociaux du personnel

Prestations de retraite

Les employés admissibles de la CCL sont affiliés au Régime de retraite de la fonction publique (le régime). Il s'agit d'un régime à prestations définies contributif établi par la loi dont le gouvernement du Canada est le promoteur. Les employés et la CCL doivent verser des cotisations au régime pour financer les coûts des services rendus dans le cadre du régime. Selon les lois en vigueur, la CCL n'a aucune obligation juridique ou implicite de verser des cotisations supplémentaires pour les services passés ou pour la sous-capitalisation du régime. Par conséquent, les cotisations sont comptabilisées comme dépense dans la période au cours duquel les employés rendent les services et elles représentent l'obligation totale de la CCL au titre des prestations de retraite.

Normes de comptabilité nouvelles ou révisées, publiées mais pas encore en vigueur

Les modifications ci-dessous apportées aux normes publiées par l'IASB sont en vigueur pour différents exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022 ou après et n'ont pas encore été adoptées par la CCL. La CCL évalue actuellement les répercussions possibles de ces modifications sur ses états financiers.

Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants (IAS 1 – Présentation des états financiers)

En janvier 2020, l'IASB a publié une modification à la norme IAS 1 liée au classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants. Cette modification s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023 ou après. À l'adoption de cette modification, un passif doit être classé comme non courant si l'entité a le « droit » de différer le règlement « à la date de clôture », indépendamment de l'intention de l'entité de différer son règlement. La modification définit le terme « règlement » comme suit : « aux fins du classement d'un passif en tant que passif courant ou non courant, on entend par "règlement" un transfert à l'autre partie qui entraîne l'extinction du passif ».

Commission canadienne du lait

Notes afférentes aux états financiers

31 octobre 2021

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Informations à fournir sur les méthodes comptables (IAS 1 – Présentation des états financiers et Énoncé de pratique en IFRS 2)

En février 2021, l'ISAB a publié une modification à la norme IAS 1 et à l'Énoncé de pratique en IFRS 2 en lien avec les informations à fournir sur les méthodes comptables. Cette modification s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023 ou après. L'exigence de la norme a été modifiée, passant de l'obligation de divulguer les principales méthodes comptables à l'obligation de divulguer des informations significatives sur ses méthodes comptables dans les notes aux états financiers. Des directives supplémentaires sont fournies pour aider à identifier les informations des méthodes comptables jugées significatives. Dans l'Énoncé de pratique sur les IFRS 2, les « quatre étapes du processus d'appréciation de l'importance relative » ont été incluses afin de faciliter l'application des modifications apportées à la norme.

Définition des estimations comptables (IAS 8 – Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs)

En février 2021, l'IASB a publié des modifications à la norme IAS 8 pour remplacer la définition d'un changement d'estimations comptables par une nouvelle définition des estimations comptables. Cette modification s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023 ou après. Les estimations comptables sont définies ainsi : « des montants des états financiers qui comportent une incertitude d'évaluation ». La modification est destinée à aider les préparateurs des états financiers à faire une distinction entre les changements d'estimations et les changements de méthodes comptables.

4. Avances aux agences et offices provinciaux de mise en marché du lait

Des fonds sont avancés à certaines agences et offices provinciaux de mise en marché du lait pour les aider à gérer, sur le plan financier, l'écart temporel qui survient tous les mois entre le moment où ils rémunèrent les producteurs dans leur province et le moment où ils reçoivent leur transfert de fonds découlant du calcul mensuel de mise en commun des revenus du lait.

Pour déterminer si une agence ou un office a le droit de recevoir une avance ainsi que l'avance maximale permise, une méthode approuvée par le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait (CCGAL) est utilisée. Les fonds sont avancés au moyen de la ligne de crédit obtenue à cette fin (voir la note 8 – Découvert bancaire).

Commission canadienne du lait

Notes afférentes aux états financiers

31 octobre 2021

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

5. Stocks

Les stocks de la CCL en date du 31 octobre 2021 comprennent du beurre acheté en vertu des Programmes de saisonnalité intérieurs ainsi que du beurre importé par la CCL en vertu de l'Accord sur l'agriculture de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Stocks :

	Exercice terminé le:			
	31 octobre 2021		31 juillet 2021	
	in \$	in tonnes	in \$	in tonnes
Beurre du plan B	63 815 \$	7 324	109 297 \$	12 554
Autre beurre	81	23	1 399	185
Valeur nette de réalisation totale	63 896 \$		110 696 \$	

Le montant des stocks comptabilisés comme charges pour la période terminée le 31 octobre 2021 s'élève à 88,27 M\$ (31 octobre 2020 : 70,65 M\$) et est présenté à l'état des résultats et du résultat global au poste *Coût des ventes*.

6. Programme du Plan C pour le fromage

En vertu de l'article 9(1) de la *Loi sur la Commission canadienne du lait*, la CCL administre des programmes, ce qui inclut le programme d'entreposage et de rachat du Plan C pour le fromage qu'elle administre au nom du CCGAL. Les achats effectués en vertu de ce programme sont assujettis à l'activation temporaire du programme lorsqu'il y a des surplus de lait en raison de circonstances particulières. Lorsque le programme est activé, les transformateurs peuvent vendre des fromages admissibles à la CCL par l'entremise d'accords de rachat qui obligent les transformateurs à racheter le fromage au même prix et avant une date déterminée.

Bien que sur le plan juridique le fromage est acheté et détenu par la CCL, une activité conforme aux utilisations autorisées des emprunts auprès du gouvernement en vertu de la *Loi sur la Commission canadienne du lait*, la CCL a l'obligation, en vertu des normes IFRS, de comptabiliser les accords de rachat du Plan C en tant qu'accords de financement. Elle doit donc présenter ces accords en tant qu'actifs financiers plutôt que stocks. Cet actif financier est présenté au poste *Accords de rachat en Plan C* dans l'état de la situation financière. Aucun revenu provenant des ventes au Canada n'est déclaré lorsque le fromage du Plan C est racheté.

Commission canadienne du lait

Notes afférentes aux états financiers

31 octobre 2021

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Le tableau suivant présente un rapprochement des portions courantes et non courantes des accords de rachat du Plan C selon leur date de rachat maximale tel que présenté dans l'état de la situation financière :

	<u>31 octobre 2021</u>	<u>31 juillet 2021</u>
Partie courante	14 276 \$	8 212 \$
Partie non courante	3 386	10 719
Valeur comptable au 31 octobre 2021	<u>17 662 \$</u>	<u>18 931 \$</u>
1er novembre 2021 au 31e octobre 2022	14 276 \$	
1er novembre 2022 au 31e octobre 2023	3 386	
Valeur comptable au 31 octobre 2021	<u>17 662 \$</u>	

Les coûts du programme sont comptabilisés au poste *Coûts du programme du Plan C* dans l'état des résultats et du résultat global et ils sont entièrement recouvrables par l'entremise du financement provenant des mises en commun.

7. Actif au titre du droit d'utilisation et obligation locative

La CCL ne détient qu'un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative, et ceux-ci ont trait à un bâtiment faisant l'objet d'un contrat de location conclu avec le gouvernement du Canada. Le bâtiment est utilisé comme locaux à bureaux et espace d'entreposage. L'obligation locative a initialement été comptabilisée sur la base d'une période de location qui s'étendrait au-delà de la date de fin du bail actuel, le 31 mars 2022, étant donné qu'il est pratiquement certain que la CCL exercera une option stipulée dans le contrat de location pour prolonger le bail jusqu'au 31 mars 2027. Lorsque l'option sera exercée, les paiements de location seront examinés ce qui, en retour, pourrait donner lieu à une réévaluation de l'obligation locative.

Ce qui suit est le rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture du bâtiment au titre du droit d'utilisation :

Solde au 1 août 2021	1 994 \$
Dotation aux amortissements pour l'exercice	<u>(88)</u>
Valeur comptable au 31 octobre 2021	<u>1 906 \$</u>

Commission canadienne du lait

Notes afférentes aux états financiers

31 octobre 2021

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Le tableau suivant présente le rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture de l'obligation locative du bâtiment :

Solde au 1 août 2021	2 021 \$
Charge d'intérêt	6
Lease payments	-
Valeur comptable au 31 octobre 2021	<u>2 027 \$</u>
Partie courante	475
Partie non courante	<u>1 552</u>
Valeur comptable au 31 octobre 2021	<u>2 027 \$</u>

Le total des sorties de fonds pour l'obligation locative du bâtiment, qui comprend les paiements du capital et des intérêts, pour la période terminée le 31 octobre 2021 s'élève à nul \$ (31 octobre 2020 : nul \$). Le total des dépenses liées aux contrats de location de moins de douze mois ou aux contrats dont l'actif sous-jacent a une faible valeur n'est pas significatif.

8. Découvert bancaire

La CCL a établi une marge de crédit auprès d'un membre de l'Association canadienne des paiements. Cette marge de crédit a été autorisée par le ministre des Finances jusqu'à concurrence de 50 M\$; l'intention première de cette marge est d'avancer des fonds aux agences et offices provinciaux de mise en marché du lait. Cette marge de crédit est offerte sous forme de découvert bancaire. En date du 31 octobre 2021, la limite de crédit autorisée est de 25 M\$ (31 juillet 2021 : 25 M\$). Ce découvert bancaire est payable à vue et porte intérêt au taux préférentiel calculé à 2,45 % par année en date du 31 octobre 2021 (31 juillet 2021 : 2,45 %).

9. Comptes fournisseurs et charges à payer

Les comptes fournisseurs et charges à payer incluent :

	<u>31 octobre 2021</u>	<u>31 juillet 2021</u>
Comptes fournisseurs	2 288 \$	7 080 \$
Charges à payer	<u>12 698</u>	<u>13 095</u>
Totale	<u>14 986 \$</u>	<u>20 175 \$</u>

Commission canadienne du lait

Notes afférentes aux états financiers

31 octobre 2021

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

10. Revenu reporté

Le revenu reporté comprend les paiements perçus en avance pour la vente de produits qui n'ont pas été transférés à l'acheteur avant la fin de la période de présentation.

Le revenu comptabilisé au cours de la période, qui était inclus dans le solde d'ouverture du revenu reporté au début de la période de présentation, s'élève à 0,92 M\$ (31 octobre 2020 : 4,25 M\$).

11. Emprunts auprès du gouvernement du Canada (Trésor)

Les emprunts auprès du Trésor du gouvernement du Canada sont accessibles pour le financement des opérations, jusqu'à un maximum de 500 M\$ (31 juillet 2021 : 500 M\$). Il importe de noter, toutefois, que le total combiné non remboursé des emprunts auprès du Trésor du gouvernement du Canada et du découvert bancaire (abordé à la note 8) ne peut, en aucun cas, dépasser 500 M\$ (31 juillet 2021 : 500 M\$).

Chaque emprunt vient à échéance un an après que les fonds ont été avancés. Le capital et les intérêts sont remboursés régulièrement durant l'année lorsque les fonds sont disponibles. La variation observée au poste *Emprunts auprès du gouvernement du Canada* est attribuable aux flux de trésorerie découlant des activités de financement, qui sont présentés dans l'état des flux de trésorerie.

Les intérêts simples sur les emprunts sont calculés aux taux normaux établis pour les sociétés d'État par le gouvernement et sont fondés sur les taux de rendement des derniers bons du Trésor, sur une période comparable, émis plus un huitième d'un pour cent. Les taux d'intérêt et la charge d'intérêt étaient les suivants :

	31 octobre 2021	31 octobre 2020
<u>Taux d'intérêt</u>		
Faible	0.23 %	0.21 %
Élevé	0.31 %	0.50 %
<u>Charge d'intérêt</u>	41 \$	66 \$

12. Gestion du capital

Le capital de la CCL est composé des emprunts effectués auprès du gouvernement du Canada (Note 11) et des résultats non distribués. Au 31 octobre 2021, ces comptes s'élèvent à 41,69 M\$ (31 juillet 2021 : 85,82 M\$) et 22,16 M\$ (31 juillet 2021 : 21,60 M\$) respectivement. La CCL n'est pas assujettie à des exigences en matière de capital imposées de l'extérieur.

Le cadre de gestion du capital de la CCL vise à garantir que la CCL dispose de liquidités suffisantes pour s'acquitter de ses obligations financières et pour financer adéquatement les programmes à l'intention de l'industrie laitière. La CCL n'utilise pas de mesures quantitatives pour surveiller son capital, mais elle ajuste son cadre de gestion du capital régulièrement lorsque les

Commission canadienne du lait

Notes afférentes aux états financiers

31 octobre 2021

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

montants fluctuent au cours de l'année. Il n'y a eu aucun changement négatif apporté au cadre de gestion du capital ou à sa définition.

13. Ventilation des produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

La majorité des revenus de la CCL proviennent du transfert de biens et de services aux clients dans les secteurs suivants :

	31 octobre 2021	31 octobre 2020
Ventes au Canada		
Beurre du Plan A	1 105 \$	7 489 \$
Beurre du Plan B	86 989	59 359
Beurre importé	400	5 989
Revenu provenant des ventes au Canada	<u>88 494 \$</u>	<u>72 837 \$</u>
Mises en commun		
Financement pour les dépenses administratives	1 130 \$	1 130 \$
Financement pour les frais de possessions du beurre du Plan A et du Plan B et du fromage du Plan C	1 366	1 451
Autres dépenses recouvrables	<u>253</u>	<u>197</u>
Financement provenant des mises en commun	<u>2 749 \$</u>	<u>2 778 \$</u>
Services professionnels		
Services administratifs	- \$	- \$
Services d'audits	<u>8</u>	<u>-</u>
Revenu provenant des services professionnels	<u>8 \$</u>	<u>- \$</u>
Revenus totaux provenant de contrats avec des clients	<u>91 251 \$</u>	<u>75 615 \$</u>

14. Salaires et avantages sociaux du personnel

Les salaires et avantages sociaux du personnel comprennent :

	31 octobre 2021	31 octobre 2020
Charges salariales	1 629 \$	1 555 \$
Cotisations au régime de retraite	199	193
Charges au titre de l'assurance-maladie	78	70
Autres dépenses	52	49
Total	<u>1 958 \$</u>	<u>1 867 \$</u>

Régime de retraite

Presque tous les employés de la CCL sont affiliés au Régime de retraite de la fonction publique (le Régime). Étant donné que le Régime est commandité par le gouvernement du Canada, le président du Conseil du Trésor du Canada établit les cotisations de l'employeur, lesquelles représentent un multiple des cotisations des employés. Le taux de cotisation général en vigueur pour la période terminée le 31 octobre 2021 est en moyenne de 1,00 fois le taux de cotisation des employés (31 juillet 2021 : 1,00 fois le taux de cotisation des employés).

Le gouvernement du Canada est tenu par la loi de verser des prestations associées au Régime. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 % par année de service ouvrant droit à pension, multiplié par la moyenne des cinq meilleures années de salaire consécutives. Les prestations sont intégrées aux prestations du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec et sont indexées sur l'inflation.

15. Instruments financiers

Hiérarchie des justes valeurs et technique d'évaluation de la juste valeur des instruments financiers

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur dans l'état de la situation financière sont classés selon une hiérarchie des justes valeurs qui reflète l'importance des données pour les techniques d'évaluation utilisées pour mesurer la juste valeur.

La hiérarchie des justes valeurs, qui ne s'applique qu'aux instruments financiers dérivés de la CCL, se compose des niveaux suivants :

Niveau 1 : les données sont des cours (non rajustés) des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;

Commission canadienne du lait

Notes afférentes aux états financiers

31 octobre 2021

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Niveau 2 : les données concernent l'actif ou le passif, autres que les cours du marché au niveau 1, qui sont observables, soit directement (c.-à-d. en tant que prix), soit indirectement (c.-à-d. dérivées des prix);

Niveau 3 : les données concernent l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

L'évaluation de la juste valeur des actifs et des passifs financiers dérivés, particulièrement de l'*Actif dérivé – contrat de change* et du *Passif dérivé – contrats de change*, a été classée au niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs au 31 octobre 2021 et au 31 juillet 2021. L'évaluation de la juste valeur des contrats de change à terme est fondée sur le taux de change en vigueur à la fin de la période de présentation.

Tous les autres instruments financiers détenus par la CCL sont comptabilisés au coût amorti. La juste valeur de ces instruments financiers se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme et leur nature.

Lors du cours normal des opérations, la CCL est exposée aux risques suivants, qui sont gérés et atténués au moyen des politiques et procédures correspondantes.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que les fluctuations des prix du marché, notamment les variations des taux de change et des taux d'intérêt, aient une incidence sur la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier.

Risque de change

Le risque de change est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier varient en raison de la fluctuation des cours de change. La CCL est exposée à ce risque lorsqu'elle achète des produits par l'entremise de ses opérations commerciales internationales ordinaires. Pour atténuer ce risque, la CCL établit des contrats uniquement en dollars américains ou canadiens. De plus, la CCL a recours aux contrats de change à terme pour verrouiller les futurs taux de change de certaines devises étrangères. On procède ainsi pour stabiliser les répercussions de change sur les flux de trésorerie futurs qui proviennent des achats effectués dans le cadre de contrats existants et dont le paiement doit être fait en dollars américains.

En date du 31 octobre 2021, aucun instrument financier détenu par la CCL n'est exposé au risque de change puisqu'ils ne sont pas en devise étrangères. En date du July 31, 2021, l'exposition au risque de change n'était pas matérielle.

Risque lié aux taux d'intérêt

Le risque lié aux taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier varient en raison de la fluctuation des taux d'intérêt du marché. La marge de crédit, dont les intérêts varient en fonction du taux préférentiel, et les emprunts auprès du gouvernement du Canada, dont les intérêts varient selon le taux de rendement des bons du

Commission canadienne du lait

Notes afférentes aux états financiers

31 octobre 2021

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Trésor comparables, exposent la CCL à un risque de flux de trésorerie. Il est peu probable que les taux d'intérêt fluctueront de manière significative pour exposer la CDC à un risque de flux de trésorerie étant donné que ces taux d'intérêt ont une faible volatilité.

Autre risque lié au prix

L'autre risque lié au prix est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des prix du marché autres que celles qui découlent du risque lié aux taux d'intérêt ou du risque de change. La CCL n'est pas exposée de manière importante à ce type de risque.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la CCL ne puisse pas remplir ses obligations financières à leur échéance. À la date de l'état de la situation financière, autre que pour quelques-uns des accords de rachat du Plan C, tous les instruments financiers de la CCL sont établis à court terme et son ratio actuel équivaut à 1,27 (31 juillet 2021 : 1,09). Pour gérer son risque de liquidité, la CCL a accès à d'autres emprunts auprès du gouvernement du Canada pour ses activités commerciales qui se chiffrent à 458,31 M\$ (31 juillet 2021 : 414,18 M\$) ainsi qu'à 17,06 M\$ (31 juillet 2021 : 14,51 M\$) sur sa marge de crédit pour la mise en commun des revenus du marché, en date du 31 octobre 2021. Le total combiné non remboursé des emprunts auprès de ces deux sources ne peut, en aucun cas, dépasser 500 M\$ (31 juillet 2021 : 500 M\$). Ceci signifie que l'accès à des emprunts supplémentaires combinés pour les activités d'opérations et les activités reliés à la mise en commun des revenus du marché, en date du 31 octobre 2021, est 450,37 M\$ (31 juillet 2021 : 403,69 M\$).

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte financière pour une partie associée au manquement d'une autre partie à ses obligations financières.

La CCL gère ce risque en vendant un produit après avoir reçu le paiement. Elle considère le risque associé aux autres débiteurs comme n'étant pas significatif étant donné que ces sommes sont déduites des sommes remboursées aux agences et offices provinciaux de mise en marché du lait. Au 31 octobre 2021, comme au 31 juillet 2021, la CCL n'a comptabilisé aucune provision pour créances douteuses et tous ses comptes clients sont exigibles à court terme.

La CCL compose avec le risque de crédit des accords de rachat du Plan C pour le fromage en ne concluant que des ententes garanties par le droit d'accès au fromage et des ententes qui prévoient des recours pour la CCL si le transformateur ne remplit pas son obligation de rachat. De plus, les pertes découlant des accords de rachat du Plan C, le cas échéant, sont garanties par les agences et offices provinciaux de mise en marché du lait au moyen d'une décision rendue par le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait. Au 31 octobre 2021, comme au 31 juillet 2021, la CCL n'a pas de correction de valeur pour perte pour les accords de rachat du Plan C étant donné qu'elle ne prévoit pas de perte de crédit au cours des douze prochains mois.

Commission canadienne du lait

Notes afférentes aux états financiers

31 octobre 2021

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

La CCL est exposée au risque de crédit lorsqu'elle détient des contrats de change à terme. Cette exposition est limitée à la valeur notionnelle de l'actif ou du passif dérivé – contrats de change lorsqu'il est détenu. La CCL gère ce risque en concluant des contrats de change à terme uniquement avec de grandes institutions financières canadiennes. Jusqu'à maintenant, aucune partie n'a manqué à ses obligations financières envers la CCL.

16. Engagements

Initiatives de l'industrie

Les initiatives de l'industrie sont des initiatives qui profitent à l'industrie, comme le Fonds d'investissement partagé et l'Initiative pour le développement de la main-d'œuvre.

Le moment prévu des dépenses en lien avec les initiatives de l'industrie va comme suit :

	<u>Less than one year</u>		<u>More than one year and less</u>	
	<u>31 octobre</u>	<u>31 juillet 2021</u>	<u>31 octobre</u>	<u>31 juillet 2021</u>
	<u>2021</u>		<u>2021</u>	
<i>Sommaire :</i>				
Fonds d'investissement partagé	72 \$	72 \$	- \$	- \$
Initiative pour le développement de la main-d'œuvre	<u>1 136</u>	<u>1 094</u>	<u>116</u>	<u>157</u>
Total des engagements envers les initiatives de l'industrie	<u>1 208 \$</u>	<u>1 166 \$</u>	<u>116 \$</u>	<u>157 \$</u>

Fonds d'investissement partagé

La CCL finance et administre le Fonds d'investissement partagé qui permet d'octroyer des contributions non remboursables à des sociétés enregistrées au Canada ou à des centres de technologie alimentaire pour le développement de produits, selon un mécanisme de partage des investissements. Au 31 octobre 2021, la CCL a des engagements contractuels de 0,07 M\$.

Initiative pour le développement de la main-d'œuvre

L'Initiative pour le développement de la main-d'œuvre encourage la productivité, la compétitivité et l'innovation au sein de l'industrie laitière canadienne en appuyant l'éducation et le recrutement d'une main-d'œuvre qualifiée. Le conseil d'administration de la CCL a adopté cette initiative en décembre 2017 et a accepté de verser 5 M\$ sur une période de trois ans aux établissements d'enseignement et aux associations laitières (producteurs et transformateurs) admissibles dans l'ensemble du Canada. Cette initiative comprend quatre programmes : le programme de promotion de carrières, l'élaboration de programmes de formation à temps complet, l'élaboration

Commission canadienne du lait

Notes afférentes aux états financiers

31 octobre 2021

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

de formations continues et le programme de bourses du deuxième et du troisième cycles. En date du 31 octobre 2021, la CCL a des engagements contractuels de 1,25 M\$.

Engagements en matière d'achat de beurre

Au 31 octobre 2021, la CCL s'est engagée à acheter une quantité prédéterminée de beurre. Ces engagements représentent environ 0.85 M\$ (31 juillet 2021 : 1,12 M\$) et auront été remplis d'ici au mois de décembre 2021.

Contingent tarifaire du beurre établi par l'OMC

Le gouvernement du Canada établit des contingents tarifaires (CT) pour un certain nombre de produits laitiers, ce qui limite la quantité de produits qui peuvent être importés avec peu d'obligations de douane, voir aucunes. Aux termes de l'Accord de l'OMC de 1994, le Canada s'est engagé à fournir un accès minimal annuel au marché pour le beurre totalisant 3 274 tonnes. Depuis 1995, la CCL, par un mandat qui lui a été confié par le ministre du Commerce international, veille à ce que ce CT de beurre, établi en vertu de l'Accord de l'OMC de 1994 et assujéti à un renouvellement chaque année de contingent (d'août à juillet), soit entièrement utilisé et que le beurre importé soit redistribué au secteur alimentaire canadien par l'entremise des fabricants de beurre.

La CCL s'est engagée en vertu des mêmes conditions pour l'année de contingent 2021-2022, et le CT du beurre demeure à 3 274 tonnes. Au 31 octobre 2021, la portion non utilisée de ce CT s'élève à 3 251 tonnes. Les répercussions financières de cet engagement pour les prochains trimestres sont influencées par la variabilité des prix entre pays et par les types de produits de beurre admissibles, en plus des taux de change.

Pour la période terminée le 31 octobre 2021, le coût total associé à l'achat du beurre importé s'élève à 0.08 M\$ (31 octobre 2020 : 0,17 M\$).

17. Transactions avec des parties liées

Entités du gouvernement du Canada

La CCL, aux termes de la *Loi sur la Commission canadienne du lait*, est mandataire de Sa Majesté la Reine du chef du Canada.

La CCL est apparentée par voie de propriété commune à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. La CCL conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités, selon des conditions commerciales normales. Ces transactions avec des parties liées sont comptabilisées à leur valeur d'échange.

Commission canadienne du lait

Notes afférentes aux états financiers

31 octobre 2021

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

En vertu de la norme IAS 24 – *Informations relatives aux parties liées*, la CCL est exemptée de certaines obligations en matière de divulgation en ce qui a trait à ses transactions et à ses soldes impayés avec les parties suivantes :

- une autorité publique dont elle est sous le contrôle, le contrôle conjoint ou l'influence notable;
- une autre entité qui est une partie liée du fait que les deux entités sont sous le contrôle, le contrôle conjoint ou l'influence notable d'une même autorité publique.

Par conséquent, la CCL divulgue une quantité d'information limitée sur les transactions conclues avec le gouvernement du Canada et ses ministères, et avec les sociétés d'État jugées non importantes, tant individuellement que collectivement.

Les transactions de la CCL conclues avec des entités liées à une autorité publique qui sont individuellement significatives sont liées aux emprunts auprès du gouvernement du Canada (note 11) et au financement par le gouvernement du Canada.

Les autres transactions de la CCL conclues avec des entités liées à une autorité publique sont individuellement et collectivement non significatives tant pour 2022 que 2021.

Principaux dirigeants

Les membres du conseil d'administration et les directeurs sont les principaux dirigeants de la CCL.

Au 31 octobre 2021, comme au 31 juillet 2021, aucun emprunt ni transaction similaire avec les principaux dirigeants n'est en souffrance. Il n'y a eu aucune transaction de cette nature au cours de l'une ou l'autre des périodes.

Le passif au titre des avantages postérieurs à l'emploi des principaux dirigeants comptabilisé au poste *Autres créditeurs* à l'état de la situation financière s'élève à 0,14 M\$ au 31 octobre 2021 (31 juillet 2021 : 0,13 M\$).

La rémunération des principaux dirigeants pour la période s'élève à 0,30 M\$ (31 octobre 2020 : 0,28 M\$).